

**MAITRE D'OUVRAGE :****MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE :**

## Construction du bâtiment administratif de l'Assemblée Territoriale de Wallis et Futuna










### DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

### Pièce n° 03

## LOT N°23 – ASCENSEURS

### MAITRISE D'ŒUVRE

	<b>Architecte Mandataire</b>	<b>Karine DEMORTIER ARCHITECTURE</b>	1 rue Dame Lechanteur - 98800 NOUMEA (687) 29 89 69 <a href="mailto:archidekasarl@gmail.com">archidekasarl@gmail.com</a> / <a href="mailto:deka.secretariat@gmail.com">deka.secretariat@gmail.com</a>
	<b>Electricité CFO CFA - Fluides - Plomberie</b>	<b>CIEL</b>	48 Avenue Foch - 98800 NOUMEA (687) 27 85 55 <a href="mailto:secretariat@betciel.nc">secretariat@betciel.nc</a> / <a href="mailto:spiangsiong@betciel.nc">spiangsiong@betciel.nc</a>
	<b>Structure béton/ charpente couverture</b>	<b>OMNIS</b>	Rue de l'Amborella Dumbéa - 98800 NOUMEA (687) 73 50 54 <a href="mailto:h.vermeulen@omnis.nc">h.vermeulen@omnis.nc</a>
	<b>VRD Terrassement</b>	<b>EXE FLUIDES</b>	14 rue Georges Clémenceau - 98800 Nouméa (687) 76 48 08 <a href="mailto:er@exefluides.com">er@exefluides.com</a>
	<b>Bureau de sécurité incendie</b>	<b>SECUPREV</b>	32 Auguste Brun Quartier Latin - 98800 Nouméa (687) 25 10 00 <a href="mailto:secuprev@lagoon.nc">secuprev@lagoon.nc</a>
	<b>OPC</b>	<b>BIRD-E</b>	BP 708 Vaitupu HIHIFO 98600 WALLIS (681) 82 59 68 <a href="mailto:direction.bird@gmail.com">direction.bird@gmail.com</a>
	<b>Environnement</b>	<b>ENVIE</b>	20 rue du Général mangin BP 7652 - 98801 Nouméa (687) 27 85 33 <a href="mailto:lionel.forno@envie.nc">lionel.forno@envie.nc</a>

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>GENERALITES</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DES TRAVAUX	3
1.2	ÉTENDUE DES OUVRAGES	3
1.3	PROPOSITIONS DE L'ENTREPRENEUR	3
1.4	DOCUMENTATION A FOURNIR	3
1.4.1	A L'APPEL D'OFFRES	3
1.4.2	DURANT LES TRAVAUX	4
1.4.3	EN FIN DE TRAVAUX	4
1.5	CONDITIONS MINIMA A RESPECTER	5
1.5.1	COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRENEURS	5
1.5.2	SECURITE ET PROTECTION SANTE	6
1.6	DEMARCHES ET RAPPORTS AVEC LE CONCESSIONNAIRE	6
1.7	MATERIELS REGLEMENTAIRES	6
1.8	PRESTATIONS ANNEXES DUES AU PRESENT LOT	6
1.9	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	7
1.9.1	GENERALITES	7
1.9.2	DANS LE CAS DE DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES USUELLES	8
1.9.3	PORTES PALIERES	8
1.10	VENTILATION	8
1.11	SIGNALISATION DE SURCHARGE	8
1.12	TELEALARME	8
1.13	PROTECTION CONTRE LA CORROSION DES OUVRAGES EN METAL FERREUX	9
1.13.1	GALVANISATION ET PEINTURE DE FINITION	9
1.14	ESSAIS – REGISTRE	9
1.14.1	REGISTRE	9
1.15	RECEPTION DES INSTALLATIONS	10
<b>2</b>	<b>DESCRIPTION DES OUVRAGES ASCENSEURS</b>	<b>11</b>
2.1	TRAVAUX PREPARATOIRES	11
2.1.1	ETUDES D'EXECUTION, DOE	11
2.2	ASCENSEURS	11
2.2.1	ASCENSEUR 630KG 2 NIVEAUX PMR	11
2.3	ESSAIS	12
2.4	CONTRAT DE MAINTENANCE (POUR MEMOIRE)	12

## 1 GENERALITES

### 1.1 OBJET DES TRAVAUX

Le présent descriptif a pour objet la définition de l'ensemble des travaux et fournitures nécessaires à l'installation des ascenseurs en vue de la construction de l'Assemblée Territoriale de Wallis et Futuna. Le projet est situé dans la partie Est de l'île de Wallis, dans le district de HAHAKE, en bordure de la RT3.

### 1.2 ÉTENDUE DES OUVRAGES

Les travaux à réaliser comprennent principalement la fourniture et la pose de:

- 1 ascenseur 630kg PMR sur 2 niveaux

### 1.3 PROPOSITIONS DE L'ENTREPRENEUR

Les propositions se rapportant à l'exécution des travaux d'installations des appareils élévateurs remises par l'Entrepreneur doivent être établies en conformité avec les normes et règlements en vigueur.

Il est entendu que l'Entrepreneur s'est informé de l'ensemble des travaux, de leur importance, de leur nature et qu'il a suppléé par ses connaissances techniques et professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans et devis descriptifs.

L'Entrepreneur s'engage à mettre à la disposition du chantier la main d'œuvre qualifiée et tout l'outillage nécessaire à la réalisation de ses travaux dans les délais prescrits au planning général.

L'Entrepreneur est tenu d'établir sa proposition conformément au dossier d'appel d'offres.

**D'une façon générale, l'Entrepreneur ne pourra invoquer une omission non signalée, ni une mauvaise interprétation des documents pour refuser de fournir ou de monter un dispositif mettant en cause le bon fonctionnement de l'installation.**

**Toute anomalie constatée devra être aussitôt signalée au Maître d'œuvre.**

### 1.4 DOCUMENTATION A FOURNIR

#### 1.4.1 A l'appel d'offres

L'entrepreneur devra fournir en annexe à son offre les pièces suivantes en deux exemplaires:

- Une spécification de l'(ou des) appareil(s) proposé(s);
- Une documentation détaillée de tous les matériels, appareillages, etc., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent CCTP;
- Une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres corps d'état, le cas échéant;
- Toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre;
- Une copie des avis techniques, procès-verbal d'essai, etc.

Dans le cas de matériels ou équipements particuliers:

- Une documentation avec toutes les caractéristiques techniques;

- Une liste de référence de ces matériels ou équipements.

#### **1.4.2 Durant les travaux**

Voir CCAP.

Dans le délai fixé par le maître d'œuvre, l'entrepreneur devra fournir tous les documents écrits et documents graphiques nécessaires pour réaliser les études et effectuer les travaux de gros œuvre liés aux installations du présent marché.

Ces documents devront être fournis en deux exemplaires.

Ces documents comprendront notamment:

- Les plans et schémas cotés de toutes ses fournitures;
- Des plans comportant d'une façon très précise toutes les indications et cotes relatives aux socles de machinerie, cuvettes, gaines, portes palières, percement, trous de scellement, etc.;
- Un plan précisant l'emplacement du tableau électrique dans le local machinerie ainsi que ses cotes d'encombrement et la puissance nécessaire.

Ainsi que toutes les charges efforts permettant de réaliser les études techniques de la structure du gros œuvre.

Les charges et les efforts exercés sur le bâtiment par une installation d'ascenseur électrique ou hydraulique sont:

- La charge des organes de la machinerie, de la cabine et ses accessoires;
- La charge susceptible d'être au crochet prévu pour la manutention des organes lourds;
- La réaction des guides sur le plafond cuvette; cette grandeur est maximale lors d'une prise de parachute, la cabine étant chargée au maximum.

Ces charges et efforts sont indiqués par le constructeur qui doit communiquer au Bureau d'études les notes de calculs ou les éléments permettant de vérifier la réaction des guides sur leur base, dans le cas de prise de parachute. Éventuellement, il doit communiquer le calcul des suspentes et des guides pour vérification de la solidité des équipements.

Ainsi que tous les autres éléments qui seraient demandés par le maître d'œuvre et/ou le Bureau d'études.

Ces plans et documents seront mis à l'approbation du maître d'œuvre et du Bureau d'études, et la mise en fabrication de l'(ou des) appareil(s) ne devra pas être mise en route avant cette approbation.

Cette approbation garantira les dimensions des gaines, socles, etc., qui seront réalisés.

#### **1.4.3 En fin de travaux**

Voir CCAP.

L'entrepreneur devra fournir le dossier des ouvrages exécutés.

Ce dossier comprendra obligatoirement:

- Une note décrivant les installations réalisées avec leurs caractéristiques techniques;
- Une nomenclature de tous les matériels et équipements installés avec leur marque, type et caractéristiques;

- Les notices de conduite et d'entretien des installations;
- Une nomenclature des pièces de rechange devant être approvisionnée;
- La copie des certificats de garantie donnée par les constructeurs;
- Les essais COPREC visés par le Bureau de contrôle, le cas échéant;
- Les schémas multifilaires des installations électriques réalisées.

Ce dossier comprendra également:

- Toutes les pièces écrites et tous les plans d'exécution, notes de calcul, etc., mises conformes à l'exécution.

### 1.5 CONDITIONS MINIMA A RESPECTER

L'Entrepreneur du présent lot s'engage à réaliser l'installation conformément aux DTU, et exécuter suivant les règles de l'art, les normes et règlements en vigueur et en particulier les textes suivants :

- Norme NF P.82.200 : Interprétation des règles générales de construction et d'installation concernant la sécurité.
- Norme NF P.82.201 : Ascenseurs et monte-charges électriques ou commandés électriquement. Règles générales de construction et d'installation concernant la sécurité.
- Norme NF P.82.202 : Ascenseurs et monte-charges. Suspentes.
- Norme NF P.82.204 : Ascenseurs et monte-charges. Règles concernant le calcul des charpentes métalliques portant soit le treuil, soit les poulies de renvoi.
- Norme NF P.82.208 : Installation d'ascenseurs et monte-charges. Partie 1: ascenseurs de classe I, II, III.
- Norme NF P.82.210 : NF EN 811. Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs et monte-charges notamment règles Interphonie.
- Norme NF P.82.230 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs et monte-charges, ascenseurs électriques. Commentaires et interprétations relatifs aux normes NF P.82.210, 82.211 ET 82.212.
- Directive machine européenne n°98/37
- Conformité CE
- Norme NF P.82.211 : Règles de sécurité.
- Norme NF C 15.100
- Article 14 de la loi n°86.13 du 6 Janvier 1986.
- Texte de loi 91.663 du 13 Juillet 1991.
- Normes expérimentales P.82.214 et XP P82-511.
- Règles professionnelles homologuées par l'APSAD.
- Code du travail (décret 45.800).
- Décret 95/826 du 30 Juin 1995.
- Décret n°2000-810 du 24/08/2000.

Et de manière générale, à l'ensemble des normes en vigueur.

#### 1.5.1 Coordination avec les autres entrepreneurs

La coordination technique et de chantier avec les titulaires des autres lots fait partie intégrante des prestations du titulaire du présent lot, sous la direction du mandataire du groupement.

Le celle-ci est traitée au cours des réunions de synthèse et de pilotage dirigée par le maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de fournir aux différents lots concernés, ses plans de réservations et d'encastrement des ouvrages. Faute d'avoir communiqué ces éléments en temps et en heure, l'entreprise devra réaliser les réservations et incorporations à ses frais.

L'entreprise devra également fournir aux autres lots son bilan électrique (si besoin)

Un tableau général de limites des prestations par lot est donné en annexe du CCAP qui sera mis à jour au cours de la période de préparation.

Voir CCAP.

L'ensemble des lots de travaux constituant un document unique, même s'il en est matériellement dissocié, chacun de ceux-ci n'a de valeur qu'associé au devis des autres corps d'état.

L'Entrepreneur devra donc, indépendamment du présent C.C.T.P., prendre connaissance des devis des autres corps d'états pour lesquels une intervention serait décrite ou nécessaire.

L'Entrepreneur devra indiquer aux autres corps d'état, dans les délais imposés par le planning, les ouvrages dont il a besoin (socles, massifs béton, réservations, etc.), faute de quoi il se trouverait dans l'obligation de les exécuter à ses frais.

**L'entreprise devra en particulier :**

- Communiquer les plans des réservations au lot gros œuvre ;
- Confirmer la position et la puissance de l'alimentation nécessaire au lot 13A Courants forts/faibles
- Prévoir le raccordement de la liaison téléphonique de la cabine avec les lots précités.

### 1.5.2 Sécurité et protection santé

L'Entrepreneur devra inclure dans son offre les coûts des dispositions nécessaires au respect de la législation en vigueur dans ce domaine.

## 1.6 DEMARCHES ET RAPPORTS AVEC LE CONCESSIONNAIRE

Sans objet

## 1.7 MATERIELS REGLEMENTAIRES

L'Entrepreneur sera tenu de fournir, pour l'exécution de ses travaux, du matériel agréé portant une marque nationale de qualité reconnue (NF, VDE, KEMA, IMQ, ...)

À défaut de marque de qualité, le matériel proposé doit pouvoir être garanti par la présentation d'un certificat de conformité délivré par le fabricant ou par un organisme habilité à cet effet.

Les références du matériel spécifié dans le présent CCTP sont données à titre indicatif, l'entrepreneur peut proposer des variantes dont il précisera les références dans son offre, le maître d'œuvre se réserve le droit d'imposer le matériel prescrit en cas de désaccord.

## 1.8 PRESTATIONS ANNEXES DUES AU PRESENT LOT

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;



- La fourniture, transport à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- La mise en œuvre, y compris tous coltinages, montages, descente etc., de tous les matériaux, matériels, composants et produits de construction, y compris tous travaux accessoires pour assurer la réalisation complète et parfaite des installations ;
- La fourniture et la mise en œuvre de tous les supports, guides, etc., nécessaires à la pose des installations ;
- La fixation par tous moyens de tous les ouvrages et des supports, y compris tous accessoires nécessaires ;
- Tous agrès ou dispositifs mécaniques nécessaires à l'exécution des travaux ;
- La fourniture et la pose du tableau électrique ascenseur dans le local machinerie ;
- Le raccordement de ce tableau sur le point d'amenée de courant à proximité ;
- Toutes les liaisons électriques entre les différents équipements de l'installation, nécessaires ;
- Les éventuels percements, fourreaux et rebouchages pour passage des liaisons électriques ;
- L'établissement des plans et des études mis à la charge de l'entrepreneur dans les pièces du marché ;
- L'établissement des plans de réservations ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour les essais ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- Les prestations nécessaires pour supprimer la transmission des vibrations lors du fonctionnement des appareils ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- La Main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construits" pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux et la livraison de l'installation en parfait état de fonctionnement ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages.

## 1.9 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

### 1.9.1 Généralités

Le fonctionnement d'un ascenseur devient très aléatoire si la température dépasse :

- 40° C dans le local des machines ou des poulies si des armoires d'appareillages s'y trouvent ;
- 70° C sur la face extérieure des portes palières ou dans le local des poulies.

Les manœuvres prévues devront tenir compte de ces critères en supposant que des dispositifs seront installés pour détecter ces dépassements de température ou, dans d'autres cas, plus généralement la naissance d'un incendie, mais en aucun cas la

responsabilité de la détection n'incombera à l'installateur des ascenseurs à qui le signal devra être amené sur les bornes en machinerie.

Le signal sera de 48 VCC avec une durée minimum de 10 secondes.

Les détecteurs de fumée, du fait de leur sensibilité, ne doivent jamais être associés à la manœuvre des ascenseurs.

### **1.9.2 Dans le cas de dispositions constructives usuelles**

Dans tous les cas, dès détection d'une température de 70°C sur la face extérieure des portes palières ou de 40°C dans le local des machines, les ascenseurs seront ramenés au niveau d'évacuation pour laisser sortir les passagers éventuels. Les dispositifs de réouverture seront rendus inopérants, sauf le bouton en cabine et le dispositif éventuel pour limiter l'effort à 150N.

Des précautions spéciales doivent être prises pour éviter pratiquement toute possibilité d'incendie au niveau d'évacuation (absence ou limitation de matériaux combustibles).

### **1.9.3 Portes palières**

Les portes palières doivent répondre à la réglementation concernant la protection contre l'incendie applicable au bâtiment considéré.

En l'absence d'une telle réglementation, elles doivent être pare-flamme ½ h ou coupe-feu ¼ h.

Toutefois, si la gaine ne constitue pas un risque de propagation d'un incendie, ces critères ne sont pas requis.

Dans tous les cas, les portes palières devront au minimum être pare-flamme ½ h.

## **1.10 VENTILATION**

Il n'est pas prévu de ventilation en cabine.

## **1.11 SIGNALISATION DE SURCHARGE**

Dans le cas où cette signalisation automatique de surcharge de la cabine est prévue, le dispositif informe les occupants de la cabine avant fermeture de la porte.

Ce dispositif intervient dès que la surcharge atteint 10%.

Cette information de surcharge est fournie aux occupants par une signalisation lumineuse et sonore, disposée dans la boîte à boutons.

En cas de surcharge, les portes cabine sont maintenues ouvertes et l'appareil reste à l'arrêt jusqu'à ce qu'une partie des occupants ait quitté la cabine pour rétablir la charge normale.

Lorsque les portes sont fermées, le dispositif de surcharge est neutralisé.

## **1.12 TELEALARME**

L'entrepreneur aura à sa charge le pré-équipement de téléalarme depuis la cabine jusqu'au point d'amenée de la ligne téléphonique par les lots13A.

Cette téléalarme pourra être étendue, donc une réserve de 2 paires disponibles devra être prévue dans le pendentif par le titulaire du présent lot.



### 1.13 PROTECTION CONTRE LA CORROSION DES OUVRAGES EN METAL FERREUX

Tous les ouvrages en métal ferreux devront être traités contre la corrosion par le fabricant, par l'un ou l'autre des procédés suivants.

Préparation des fers en ateliers.

Avant tout traitement contre la corrosion, les éléments des ouvrages devront, en atelier, être traités comme suit par le fabricant :

- Décalaminage complet par grenaillage ;  
Ou
- Décalaminage complet par tout autre moyen efficace autre que grenaillage ;
- Brossage et dépoussiérage.

Le traitement contre la corrosion par le fabricant sera ensuite réalisé comme suit, selon le cas :

#### 1.13.1 GALVANISATION ET PEINTURE DE FINITION

En atelier ou en usine :

- Par galvanisation à chaud, répondant à la norme NF A 91-121 – revêtement minimal Z 350 ;
- Couche de peinture de finition adaptée au subjectile galvanisé – épaisseur 50 microns.

### 1.14 ESSAIS – REGISTRE

Voir CCAP.

Essais avant mise en service.

Les ascenseurs doivent faire l'objet, avant leur mise en service, d'un examen et d'essais pour vérifier leur conformité à la présente norme.

Les examens et essais doivent être effectués, selon la norme EN 81 par une personne ou un organisme agréé par les autorités publiques.

Ces essais et vérifications doivent porter sur les points suivants :

- Dispositifs de verrouillage ;
- Dispositifs électriques de sécurité (annexe) ;
- Éléments de suspension et leurs attaches ;
- Système de freinage ;
- Mesures d'intensité ou de puissance et mesure de vitesse ;
- Dispositifs hors course de sécurité ;
- Vérification de l'adhérence ;
- Limiteur de vitesse ;
- Parachute de cabine ;
- Parachute de contrepoids ;
- Amortisseurs ;
- Dispositif de demande de secours.

#### 1.14.1 REGISTRE

Les caractéristiques de l'ascenseur doivent être consignées dans un registre ou dossier, constitué au plus tard au moment de la mise en service de l'installation. Ce registre ou dossier doit être tenu à jour et comprendre :

- a) Une partie technique où figure la date de la mise en service, les caractéristiques de l'ascenseur, les caractéristiques des câbles et / ou chaînes

et celles des 5 éléments pour lesquels une attestation d'examen de type peut être demandée. Il doit y être annexé les plans d'installation dans le bâtiment et les schémas électriques (utilisant les symboles CEI) qui peuvent être limités aux circuits nécessaires pour la vue d'ensemble des problèmes de sécurité. Une nomenclature doit expliciter les symboles utilisés.

- b) Une partie où figurent les doubles datés des rapports des examens et visites et leurs observations.
- c) Ce registre ou dossier doit, en tout état de cause, être à la disposition du service qui a la charge de l'entretien et de la personne ou organisme qui effectue les examens et essais périodiques.

### **1.15 RECEPTION DES INSTALLATIONS**

Voir CCAP.

La réception sera prononcée lorsque toutes les obligations de l'entrepreneur auront été satisfaites, à savoir :

- Remise du dossier d'exécution des ouvrages tel qu'il est défini ci-avant au présent chapitre "Documentation à fournir" ;
- Rapport de la personne ou de l'organisme agréé certifiant que tous les essais ont été effectués sans aucune réserve ;
- Remise du registre.

## 2 DESCRIPTION DES OUVRAGES ASCENSEURS

### 2.1 TRAVAUX PREPARATOIRES

#### 2.1.1 ETUDES D'EXECUTION, DOE

A chiffrer en ensemble la réalisation de l'ensemble des études techniques du dossier d'exécution et des DOE.

### 2.2 ASCENSEURS

Les appareils élévateurs seront de classe énergétique A (suivant VDI 4707).

#### **Ascenseur 630kg (8 personnes) :**

- Machinerie en gaine et maintenance de l'extérieur de la gaine au niveau le plus bas.
- Profondeur de fosse minimum 1000 mm
- Hauteur libre minimum dans la gaine entre dalle et plafond du dernier niveau 3,40m.

#### 2.2.1 ASCENSEUR 630KG 2 NIVEAUX PMR

Quantité	1
Niveaux desservis	2
Edicule	Sans édicule – hauteur sous dalle au dernier étage 4200m
Charge	630 kg (8 personnes) PMR
Accès	Simple service
Portes	Double vantail en inox ouverture latérale
Largeur portes (passage libre)	900mm
Hauteur	2100mm
Panneau de commande	Boutons niveaux (RDC ; R+1)
	Ouverture portes
	Fermetures portes
	Alarme sonore (surcharge)
	Bouton d'appel extérieur
	Pas de contrôle d'accès
Éclairage	Éclairage à LED gamme de finition standard (selon choix architecte)
Revêtement sol	Sol dur PVC résistant au poinçonnement finition standard (selon choix

	architecte)
Revêtement plafond	Plafond inox (selon choix architecte)
Revêtement murs	Inox (selon choix architecte)
Finition	Plinthe (selon choix architecte)
	Seuil d'entrée
	Miroir
	Main-courante (selon choix architecte)

## 2.3 ESSAIS

Avant la mise en service des appareils, la présente entreprise devra se mettre en rapport l'organisme de Contrôle missionné par le MOA, pour procéder sous son contrôle, aux essais et vérifications des installations notamment :

- A la vérification de la conformité des installations aux normes et règlements en vigueur.
- A la vérification de la conformité des installations aux documents contractuels.
- Aux divers essais qui lui seront demandés par le Bureau de Contrôle.

La réception ne pourra être prononcé que si le rapport du Bureau de Contrôle estime

les vérifications prévues à l'article précédent sont satisfaisantes. Dans le cas où ce formulerait des réserves, l'Entrepreneur disposera d'un délai de 15 jours pour mettre ses installations en conformité et la réception serait différée jusqu'à ce que les rectifications nécessaires été accomplies.

## 2.4 CONTRAT DE MAINTENANCE (POUR MEMOIRE)

Il sera de type contrat simple (pièces détachées à charge du MOA)

Bien entendu, le contrat la première année sera de type simple, le remplacement des pièces détachées étant couvert par l'année de parfait achèvement.

Les différentes prestations faites par le titulaire devront respecter les textes en vigueur et notamment :

- La loi n°2003-590 du 2 juillet 2003
- Le Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004
- L'Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs
- L'Arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs
- L'Arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs
- L'Arrêté du 13 décembre 2004 relatif aux critères de compétences des personnes réalisant des contrôles techniques dans les installations d'ascenseurs
- L'Arrêté du 15 juin 2005 modifiant l'Arrêté du 13 décembre 2004 relatif aux critères de compétences des personnes réalisant des contrôles techniques dans les installations d'ascenseurs.